



# Financement du Présimètre : Rémis Fulgance Dandjinou salue une initiative qui va renforcer le contrôle citoyen des politiques publiques

Page 8

Les éditions  
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

# Le Quotidien Numérique d'Afrique

du jeudi 6 juillet 2017  
7 Jrs/7

N°442

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05  
Contactez nous par [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

*Faites vos annonces ici*  
**Impactez comme jamais avant..**  
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 17.

**Sécurisation des espaces frontaliers**  
**Le PROGREF entend jouer un rôle prépondérant**

Page 6



**29e Sommet de l'Union africaine**  
**: Des engagements forts en faveur de la jeunesse**

Page 12



**Assemblée nationale burkinabè:**  
**76 députés adoptent à l'unanimité**  
**le projet de loi portant allègement**  
**des conditions d'exécution des**  
**PPP**

Page 15



**Projet de construction d'un monument**  
**de souvenir de l'insurrection et musée**  
**des luttes du peuple burkinabè : Les**  
**lauréats pour l'appel à idées sont**  
**connus**

Page 4



# Valorisation de l'offensive riz de la CEDEOA : Les acteurs sont en conclave à Ouagadougou

Région du Centre



Latelier se veut un cadre pour la mise en oeuvre inclusive de l'offensive riz de la CEDEAO.

**O**uagadougou abrite les 04 et 05 juillet 2017, l'atelier de régional bilan du projet « Organisations Paysannes (OP) comme acteurs clefs dans une bonne gouvernance des filières rizicoles au niveau national et régional en Afrique de l'Ouest. La cérémonie d'ouverture a été présidé par le chargé de mission représentant le ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat.

Cet atelier qui s'inscrit dans le cadre du projet « Organisations

Paysannes comme acteurs clefs dans une bonne gouvernance des filières rizicoles au niveau national et régional en Afrique de l'Ouest » revêt d'une importance capitale pour tous les intervenants dans la filière riz en Afrique de l'Ouest. Il a en effet pour objectif d'échanger sur les bonnes pratiques de plaidoyer et de bonne gouvernance qui ont été déroulées tout au long de sa mise en œuvre.

Ce projet a pour objectif de renforcer les organisations paysannes afin qu'elles influencent la formulation et l'exécution des politiques

publiques et la gouvernance des chaînes de valeur du riz en faveur des riziculteurs familiaux au niveau national et dans l'espace CEDEAO.

L'objectif global de cet atelier est donc de renforcer les actions et mesures visant le développement des filières rizicoles en Afrique de l'Ouest à travers une valorisation des acquis et expériences avérées issues de la mise en œuvre du projet.

Durant 2 jours, l'atelier alternera les sessions plénières, la projection de film, les travaux de groupes et des présentations sous forme

La suite à la page 3

## SOCIÉTÉ

La suite de la page 2



Environ 40 participants sont attendus à cet atelier.



Les acteurs pourront compter sur l'Union Européenne.

de panel portant chacun sur une thématique précise. Chaque panel sera facilité par une institution ou une personne ressource désignée selon son expertise par rapport au thème. Cinq (05) sessions vont structurer les travaux de cet atelier. Ce sera également l'occasion pour les participants de partager les acquis de terrain et de les valoriser dans le processus de renforcement des politiques et programmes de développement des chaînes de



Ouédraogo Bonaventure, chargé de mission auprès du MCIA

valeur de la filière riz dans la région

Le projet bénéficie de l'appui financier de l'Union Européenne et son intervention couvre cinq (05) pays de l'Afrique de l'Ouest que sont le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal. D'un montant d'environ 1 milliard de francs CFA, le représentant de l'Union Européenne au Burkina Faso dit s'être engagé à accompagner les acteurs

nationaux et sous régionaux.

Trois ans durant, organisations de producteurs appuyées par des ONG, ont testé des pratiques de plaidoyer et de bonne gouvernance des chaînes de valeur du riz. Les actions déjà réalisées dans le cadre de ce projet ont permis d'atteindre beaucoup de résultats majeurs en faveur de la promotion du riz local dans les 5 pays d'intervention du projet.

Au sortir de cet atelier, il est attendu des participants de formuler des propositions concrètes qui vont permettre la construction de politiques plus inclusives des riziculteurs ouest africains

Le ministre en charge du commerce par la voix de son représentant M. Ouédraogo Bonaventure a tenu à saluer cette initiative. Pour lui, ce projet permettra non seulement d'améliorer l'accès au marché du riz ouest africain mais aussi de développer les filières agricoles.

**Alfred Sié KAM/Rédaction SC**

## SOCIÉTÉ

# Projet de construction d'un monument de souvenir de l'insurrection et musée des luttes du peuple burkinabè : Les lauréats pour l'appel à idées sont connus

Région du Centre



Pour le présidium, l'oeuvre ne sera arrêtée qu'après le concours d'architecture.

**L**es lauréats pour l'appel à idées pour l'érection d'un « Complexe intégré monument de souvenir de l'insurrection et musée des luttes du peuple burkinabè » sur le site de l'ancienne Assemblée nationale, projet porté par l'Association mémoire et conscience dirigé par le Pr Luc Marius Ibriga ont reçu leur prix dans la matinée de ce mercredi 5 juillet 2017 à Ouagadougou. Le concours à permis de récompenser trois propositions.

Le premier décembre 2016, l'Association mémoire et conscience procédait au lancement d'un concours d'appel à idées



Dr Rassabla Oïédraogo,  
Secrétaire général de l'Association  
Memoire et Conscience.

pour l'érection d'un Complexe intégré monument de souvenir de l'insurrection et musée des luttes du peuple burkinabè. Trois propositions ont été retenues. Au Centre de Presse Norbert Zongo, ce mercredi 5 juillet 2017, l'Association à procédé à la cérémonie de remise des prix. La construction du monument et du musée vise à perpétuer les luttes du peuple burkinabè.

Les trois propositions d'idées retenues en vue de la construction du monument de l'insurrection populaire et du musée des luttes du peuple burkinabè porte les noms de Armel Bado, burkinabè résident au Canada, de Idrissa Ouédraogo et de Isidore Somda. C'est l'oeuvre de ce juriste cadre

La suite à la page 5

## SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Le public invité a répondu à l'appel.



Isidore Somda empoche la somme de 1 million de francs CFA plus une attestation.

au ministère de la jeunesse qui a le plus convaincu le jury.

Isidore Somda nous décrit son œuvre « nous avons proposé un monument composé d'un d'escalade de fante circulaire à trois niveaux et se hisse sur ce pied d'escalade la lettre V, grandeur nature et sur chaque branche, on a une main tenant chacune des chaînes

brisées. S'agissant du musée, il s'agit d'un musée de forme rectangulaire avec des manches ascendantes et descendantes, et cette œuvre traduit non seulement la lutte du peuple burkinabè lors de l'insurrection des 30 et 31 octobre et également devrait servir aux autres nations qui aspirent à plus de libertés et de démocraties »

Trois belles idées qui devront maintenant être soumises aux architectes à travers un appel à concours, ce qui permettra d'évaluer du même coup, le prix de l'infrastructure. Pour le Dr Rassabga Ouédraogo, secrétaire général de l'Association mémoire et conscience « il y'aura bientôt un appel à concours adressé cette fois-ci aux architectes et quand nous allons dépouiller cet appel à concours, qu'on va maintenant élire l'œuvre lauréate, on va devoir maintenant chiffrer ce que ça va coûter de faire tout cela puis il y'aura un autre moment où on va demander à l'ensemble

de ceux qui croient en cette idée à la population mais aussi à des bailleurs institutionnels, à l'Assemblée nationale qui est notre partenaire de donner un peu d'eux même pour s'approprier ce lieu là pour qu'on puisse donc mobiliser des ressources nécessaires à la réalisation de l'œuvre et après il va falloir faire en sorte que ce soit un lieu populaire ou on documente réellement notre histoire »

Les prix remis aux lauréats vont de 600 000 à 1 000 000 francs CFA plus une attestation. Cette cérémonie fait suite à la proclamation des résultats du concours le 23 mai dernier.

**Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info**

# Sécurisation des espaces frontaliers Le PROGREF entend jouer un rôle prépondérant

Région du Centre



Pour le Ministre de l'Administration Territoriale, cette coopération va accentuer la présence de l'Etat dans les zones frontalières.

**A**ctivités illicites de groupes terroristes armés, faible présence de l'Etat, les espaces frontaliers du Burkina surtout ceux qui bordent le Mali et le Niger sont devenus sources d'insécurité. Grâce à sa coopération avec l'Union européenne, à travers le Programme de Gestion Intégrée des espaces frontaliers (PROGREF) lancé ce 29 juin, le Burkina Faso est mieux outillé pour y faire face.

À l'évidence, le Burkina subit les excroissances de la crise libyenne. De fait, depuis 2015, ses frontières, notamment celles qui bordent ses voisins du Mali et du Niger, sont quelque peu déstabilisées à cause de d'actions subversives de groupes terroristes sur fond d'une paupérisation accrue de la population. Car si le Burkina

est un pays pauvre, les régions frontalières le sont encore plus. C'est pourquoi le Burkina a adopté le Programme d'Appui à la Gestion Intégrée de Frontière (PAGIF) en vue de la planification de gestion des espaces frontaliers. L'Union Européenne à travers le PROGREF vise à « accompagner la mise en œuvre des cadres stratégiques du Burkina ».

Pour le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Siméon Sawadogo, cette coopération permettra de « renforcer la présence de l'Etat dans les espaces frontaliers en soutenant les fonctions régaliennes et les services sociaux de base ».

La mise en œuvre du projet implique la formation des représentants du gouvernement et des forces de sécurité en vue

de leur permettre de mettre en œuvre la stratégie de gestion des espaces frontaliers de manière sensible aux conflits. Lesquelles actions devant s'exécuter avec la participation de tous les acteurs existant dans les zones concernées.

D'un montant d'environ 20 milliards de francs, le projet sera exécuté par la coopération allemande en tandem avec le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation pour une durée de quatre (04) ans. Le projet ambitionne à l'horizon 2020 entre autres, d'augmenter l'accès des populations aux services sociaux de base de 5% environ et le taux de satisfaction de la population par rapport aux contrôles de sécurité de 20%.

**Loura Soumana pour SC Info**

## ANNONCE

# CENTRE D'EXAMEN EUROPEEN

## SEMINAIRES DE CERTIFICATION en Suivi-Evaluation des Projets et Programmes



### Certificats

- ✓ Spécialisation  
250.000 FCFA
- ✓ Expertise  
500.000 FCFA

#### A Ouagadougou

du 17 au 21 Avril 2017  
du 19 au 23 Juin 2017  
du 21 au 25 Août 2017  
du 11 au 15 Décembre 2017

#### A Bobo Dioulasso

du 03 au 07 Avril 2017  
du 28 Août au 1er Septembre 2017

Inscription 60 jours avant le début du séminaire : réduction de 20%

Inscription 30 jours avant le début du séminaire : réduction de 10%

Inscription en groupe de 5 personnes : réduction supplémentaire de 10%

[www.sciences-campus.org](http://www.sciences-campus.org)

[contact@ebs-edu.fr](mailto:contact@ebs-edu.fr)

#### Ouagadougou

Au Centre d'Examen Européen  
Situé sur l'Avenue Sembene Ousmane  
à 500m de l'Ambassade des Etats Unis  
Face à la Station Total Ambassade

Tel: +22672074141 / +22672072020 / +22666200026

#### Bobo-Dioulasso

A l'Institut Supérieur des Sciences  
et Technologies ISC-Bobo au Centre Ville  
sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo  
à l'Immeuble Sanga Madi

Tel: +22672080303 / +22670010505

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Financement du Présimètre : Rémis Fulgance Dandjinou salue une initiative qui va renforcer le contrôle citoyen des politiques publiques

Région du Centre



Le ministre de la communication et des relations avec le parlement, Rémis Fulgance Dandjinou a participé à la signature du protocole de financement du Présimètre, entre l'Union européenne et Diakonia.

**L**e ministre de la communication et des relations avec le parlement, Rémis Fulgance Dandjinou a participé à la signature du protocole de financement du Présimètre, entre l'Union européenne et Diakonia, ce mardi 4 juillet 2017 au Centre national de presse Norbert Zongo. « La nécessité de capitaliser les bonnes pratiques, de consolider l'Etat de droit et de maintenir le cap de la veille citoyenne ont généré la mise en œuvre du Présimètre », a souligné le représentant pays de Diakonia, Luther Yameogo. C'est dans ce cadre que l'Union européenne et Diakonia ont

signé une convention de financement d'une valeur de 1,2 milliards FCFA.

Le Présimètre piloté par Diakonia en partenariat avec l'institut FREE AFRIK, l'AMR, et la CODEL a pour objectif d'influencer les politiques publiques prioritaires inscrites dans le projet de société du président du Faso ainsi que le plan nationale de développement économique et social (PNDES), par un monitoring citoyen pour des changements structurels.

Présent lors de la signature du protocole de financement, le

porte-parole du gouvernement, Rémis Dandjinou a salué le soutien qu'apporte l'union européenne à Diakonia et à ses partenaires de la société civile dans le cadre du Présimètre. « Le Présimètre est une initiative noble qui nous interpelle tous et toutes dans nos domaines spécifiques de compétences et d'autorité, à respecter nos engagements et surtout, à nous tenir prêts à dialoguer, expliquer et faire comprendre le sens de nos actions », a affirmé, le ministre Dandjinou. Il a salué Diakonia et ses partenaires dans leur choix de contribuer à mieux structurer la critique, à institutionnaliser le suivi citoyen des politiques publiques et à consolider la gouvernance

La suite à la page 9



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8

post insurrectionnelle  
et post transitionnelle.

Au terme de la signature du protocole de financement, le ministre en charge de la communication a participé à un dialogue démocratique organisé par le Centre pour la gouvernance démocratique (CGD) sous le thème : « rôles et responsabilités de la société civile dans la

consolidation démocratique post-transition : leçons apprises, défis et perspectives consolidantes ». En tant que modérateur, le ministre a salué le rôle de la société civile dans le monitoring des élections passées qui a permis un scrutin apaisé et démocratique. Il reste convaincu que la société civile peut jouer sa partition aux côtés du gouvernement en tant qu'acteur cardinal de la gouvernance.

D C P M / M C R P

# 29e Sommet de l'Union africaine : Le Président du Faso accorde une audience à la Directrice par intérim du FNUAP

Addis-Abeba



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a accordé, le 4 juillet 2017, une audience à la Directrice par intérim du Fonds des Nations unies pour la Population (FNUAP), le Docteur Natalia KANEM.

**E**n marge de sa participation au 29e Sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union

africaine (UA) à Addis-Abeba en Ethiopie, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a accordé, le 4 juillet 2017, une

audience à la Directrice par intérim du Fonds des Nations unies pour la Population (FNUAP), le Docteur Natalia KANEM.

La suite à la page 10

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

Selon Madame KANEM, cette audience lui a permis « d'exprimer toute sa gratitude au Président du Faso et à la Première Dame du Burkina pour toutes les initiatives prises afin que les populations, surtout les jeunes du Burkina et de l'Afrique, puissent tirer profit du dividende démographique ». « Le Burkina Faso a pris un peu le leadership sur les questions de mariage des enfants, mais également sur les questions de l'autonomisation de la fille. Donc, c'est vraiment une excellente opportunité d'en faire profiter, pas seulement aux autres pays africains, mais au reste du monde le principe de base de ces dividendes démographiques », a-t-elle ajouté.

Docteur Natalia KANEM, de nationalité panaméenne, assure actuellement l'intérim du FNUAP, suite au décès le 4 juin 2017, un mois jour pour jour, à l'âge de 68 ans, du Docteur Babatunde OSOTIMEHIN, Directeur exécutif de ladite organisation.

**La Direction de la Communication de la Présidence du Faso**



Docteur Natalia KANEM, de nationalité panaméenne, assure actuellement l'intérim du FNUAP, suite au décès le 4 juin 2017, un mois jour pour jour, à l'âge de 68 ans, du Docteur Babatunde OSOTIMEHIN, Directeur exécutif de ladite organisation.

### L'Union européenne donne son feu vert pour l'acquisition d'Opel par PSA

La Commission européenne a donné son feu vert sans condition à l'acquisition par PSA du constructeur automobile Opel, filiale européenne de l'américain General Motors, pour 1,3 milliard d'euros.

### Niger: plusieurs soldats tués dans une attaque près de la frontière malienne

Au Niger, au moins cinq soldats ont été tués et trois autres blessés après l'attaque qui a visé Midal ce mercredi 5 juillet au matin dans le Tamesna, non loin de la frontière avec le Mali.

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Les Présidents Mahmoud ABBAS et Roch Marc Christian KABORE s'entretiennent à Addis Abeba

Addis-Abeba



En marge des travaux du 29e Sommet de l'Union africaine, le Président Roch Marc Christian KABORE a eu un entretien avec le Président de l'Etat de Palestine, Monsieur Mahmoud ABBAS, le 4 juillet 2017 à Addis-Abeba.

**E**n marge des travaux du 29e Sommet de l'Union africaine, le Président Roch Marc Christian KABORE a eu un entretien avec le Président de l'Etat de Palestine, Monsieur Mahmoud ABBAS, le 4 juillet 2017 à Addis-Abeba.

Cette rencontre entre le chef de l'Etat burkinabè et le Président de l'Etat de Palestine avait pour objet de renforcer la coopération bilatérale entre le Burkina Faso et l'Etat de Palestine. Le Président Mahmoud ABBAS a invité le Président Roch

Marc Christian à effectuer une visite en Palestine.

**La Direction de la Communication de la Présidence du Faso**

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# 29e Sommet de l'Union africaine : Des engagements forts en faveur de la jeunesse

Addis-Abeba



La cérémonie de clôture du 29e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA) est intervenue en milieu de journée le 4 juillet 2017 à Addis-Abeba, en présence du Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE.

**L**a cérémonie de clôture du 29e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA) est intervenue en milieu de journée le 4 juillet 2017 à Addis-Abeba, en présence du Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE. D'importantes décisions ont été prises par les dirigeants africains tant pour la consolidation de l'organisation panafricaine qu'en faveur de la jeunesse du continent.

Le 29e Sommet ordinaire des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA a placé la jeunesse au cœur de ses réflexions à travers

le thème « Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse ». Ainsi, sur proposition du Burkina Faso, le Sommet a adopté le principe de faire de la décennie 2018-2027, celle de la « décennie africaine pour la formation et l'emploi des jeunes dans les domaines technique, professionnel et entrepreneurial ». Les chefs d'Etat et de Gouvernement ont également adopté les principales recommandations faites par les jeunes des pays membres de l'UA au cours de leur forum tenu à N'Djamena au Tchad du 29 juin au 1er juillet 2017. Sur le principe de l'autonomie financière de l'UA, le Sommet a entériné la proposition visant à ce que chaque pays membre

consacre 0,2% du montant de ses importations au financement de l'organisation panafricaine. Les chefs d'Etat et de Gouvernement ont également procédé à la désignation de personnalités pour pourvoir à des postes vacants au sein de l'organisation et endossé des candidatures d'Africains à des postes à l'échelle internationale. « Les travaux de ce 29e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de notre Union ont été caractérisés par notre détermination commune à trouver des solutions viables et durables aux défis qui interpellent notre continent. Nous avons décidé de tout mettre en œuvre pour promouvoir les jeunes, les femmes, les jeunes filles, en créant les conditions leur permettant d'exprimer leurs potentiels et

La suite à la page 13

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12



Les travaux de ce 29e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de notre Union ont été caractérisés par notre détermination commune à trouver des solutions viables et durables aux défis qui interpellent notre continent.

de participer activement au développement économique et social de notre continent », a souligné dans son discours de clôture, le président en exercice de l'UA, le Professeur Alpha CONDE de la Guinée. Les chefs d'Etat et de Gouvernement ont affirmé par la voix du Président CONDE qu'ils ne ménageront aucun effort pour prendre toutes les mesures afin que leur jeunesse soit leur meilleur atout, dans une Afrique totalement intégrée, débarrassée de toutes les pesanteurs et tournée vers l'avenir. Il s'agit, entre autres, de la lutte contre le terrorisme et les migrations irrégulières que le Président Alpha CONDE a comparées à « une nouvelle forme d'esclavage », après la précédente « qui a vidé l'Afrique de ses forces vives et l'a empêchée d'être au rendez-vous de la première révolution industrielle ». L'Afrique est majeure désormais et elle entend le démontrer au reste du monde, a-t-il affirmé pour conclure.

**La Direction de la  
Communication de la  
Présidence du Faso**



### Communiqué/ Report réception des dossiers PAE/JF

Compte tenu de l'engouement suscité par le Programme d'Autonomisation Economique des Jeunes et des Femmes (PAE/JF), et sur instruction de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, l'unité de coordination dudit programme a décidé de prolonger les opérations de réception des dossiers jusqu'au vendredi 07 juillet 2017 à 17h dans toutes les régions du Burkina.

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Communiqué: Réponse aux aspirations des populations : les procédures de contractualisation des projets de partenariat public privés (PPP) allégées

Région du Centre

**L**a loi portant allègement des procédures de contractualisation des projets de partenariat public-privé (PPP) au Burkina Faso a été adoptée par l'Assemblée Nationale le lundi 3 juillet 2017. Cette loi a été élaborée sur la base d'un constat de la faiblesse du taux de contractualisation des Partenariat Public-Public (PPP) due à la complexité et à la longueur des procédures actuelles qui prennent entre 9 et 12 mois voire plusieurs années.

Pour preuve, le premier contrat PPP signé en 2017 dans le domaine de l'énergie solaire a été entamé depuis 2009. Notre pays a été souvent interpellé par les partenaires techniques et financiers pour le niveau faible d'exécution des programmes et projets de développement du principalement à la lourdeur des procédures de contractualisation dans le cadre de la commande publique. Toutes choses qui ont une répercussion négative sur bon nombre de projets de développement qui ont enregistré des taux d'exécution qui n'honore pas le pays.

Aussi, l'urgence des besoins en matière d'investissement et la pression sociale quant aux attentes relatives à la mise en œuvre du Plan national de développement économique et

social (PNDES) commandent que le gouvernement, dans l'intérêt des populations, propose des mesures adéquates pour répondre à leurs attentes de plus en plus pressantes et relever les défis majeurs dans les domaines social, des infrastructures, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il est donc apparu nécessaire de prendre des mesures idoines et appropriées à travers la mise en place d'un dispositif d'urgence pour une durée limitée et dans des domaines bien circonscrits en vue d'accélérer les procédures de contractualisation pour permettre un meilleur taux d'engagement et d'exécution des projets PPP.

Ce dispositif d'urgence permet le recours à la procédure d'entente directe pour une durée de six mois afin d'obtenir plus de célérité dans la procédure de passation de contrats PPP relatifs à une liste de projets arrêtée par le gouvernement en Conseil des ministres. Il s'agit des secteurs de la santé, de l'éducation, des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture, des ressources animales, de l'eau et de l'assainissement, de l'enseignement supérieur, des transports et de l'urbanisme. Les projets retenus ont fait l'objet de manifestation d'intérêt ou d'offres par des investisseurs intéressés suite à la conférence de Paris. Ces projets présentés à ladite conférence sont consultables sur



le site [www.pndes2020.com](http://www.pndes2020.com).

Par ailleurs, sur le plan de la gouvernance, des dispositions sont prises par le gouvernement pour assurer la transparence dans l'application de cette loi à travers les contrôles a priori par le comité de sélection et d'analyse pour mesurer la faisabilité, la soutenabilité budgétaire et l'impact sur la dette du pays. Les contrôles a posteriori sont également institués par des audits de l'Inspection Générale des Finances (IGF) et de l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE/LC).

L'adoption de cette loi vise à apporter une réponse concrète aux attentes des populations qui aspirent à un meilleur être.

**Le Service d'information du gouvernement**

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

# Assemblée nationale burkinabè: 76 députés adoptent à l'unanimité le projet de loi portant allègement des conditions d'exécution des PPP

Région du Centre



Les députés ont adopté à l'unanimité des 76 députés votants dont 4 de l'opposition, ledit projet de loi.

**S**ous la présidence du chef du Parlement, Salifou Diallo, les députés de l'Assemblée nationale burkinabè ont examiné, le lundi 3 juillet 2017, à Ouagadougou, le projet de loi portant allègement des conditions d'exécution du programme de projets de partenariat public-privé (PPP) soumis par le gouvernement. Après le rapport fait par la Commission des finances et du budget suivi du débat général, les députés ont adopté à l'unanimité des 76 députés votants dont 4 de l'opposition, ledit projet de loi.

L'atmosphère au Parlement burkinabè, le lundi 3 juillet 2017, était particulière. En

effet, quarante-six députés de l'Opposition ont claqué la porte avant la fin de la plénière. Pour cause, le projet de loi intitulé «loi portant allègement des conditions d'exécution du programme de Partenariat public-privé» était soumis à l'ordre du jour par le gouvernement pour amendement et adoption par le Parlement. Ces derniers estiment que ledit projet ouvre la voie au pillage des ressources et à la corruption. Ce projet de loi traite de la durée de validité de la loi, de son champ d'application, du rôle des acteurs étatiques dans la procédure et finale. Selon la Commission des finances et du budget (COMFIB), qui a été saisi au fond, l'objectif dudit projet est de proposer un

dispositif d'urgence permettant un allègement des procédures de contractualisation en matière de PPP conformément à son article 1 qui énonce: «La présente loi définit les conditions allégées pour la mise en œuvre du programme de projets de partenariat public-privé pour une durée de six (6) mois à compter de sa date de promulgation». En effet, la mise en œuvre de la loi n°20-2013/AN du 23 mai 2013 portant régime juridique du PPP au Burkina Faso se heurte à de nombreuses difficultés liées notamment à la complexité et à la longueur des projets de contractualisation. De ce fait, le rythme de mise en œuvre du programme de projets PPP se trouve ralenti, ce qui impacte négativement l'atteinte

## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



Pour la COMFIB le projet de loi soumis aux parlementaires vise spécifiquement à permettre le recours à la procédure d'entente directe pour plus de célérité dans les procédures de passation de contrats PPP relatifs aux projets nominativement arrêtés par le gouvernement.

des objectifs de croissance économique. D'où la nécessité de prendre des mesures appropriées en vue d'accélérer les procédures de contractualisation pour un meilleur taux d'exécution des projets PPP. Pour la COMFIB le projet de loi soumis aux parlementaires vise spécifiquement à permettre le recours à la procédure d'entente directe pour plus de célérité dans les procédures de passation de contrats PPP relatifs aux projets nominativement arrêtés par le gouvernement. Ces projets, selon l'article 2 dudit projet de loi, sont ceux relevant des secteurs de la santé, de l'éducation, des infrastructures, de l'énergie, de l'agriculture y compris les ressources animales, l'eau et l'assainissement, de l'enseignement supérieur, des transports et de l'urbanisme. Avant l'étape du vote par les députés, le gouvernement, par la voix du ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI, a fait des observations

sur le dossier. Selon le ministre en charge de l'Economie, le gouvernement entend prendre un décret qui prend en charge un certain nombre de préoccupations sur le contrôle à posteriori. Pour cela, il a fait deux propositions, à savoir l'insertion d'un nouvel article 6 qui stipule que: «Tout les projets qui seront exécutés selon les modalités de la présente loi sont soumis à un audit des structures de contrôle habilitées» et la suppression de l'alinéa 3 de l'ancien article 6 qui devient article 7 qui dit: «Conformément à la liste des projets PPP arrêtés en Conseil des ministres». Au terme de la plénière, 76 députés dont 4 de l'opposition ont adopté à l'unanimité le projet de loi. Beaucoup d'entre eux ont, au cours du débat général, reconnu la pertinence du projet de loi. «Vous savez, nous ne connaissons pas les concessions de service public. Dans la concession, un opérateur économique finance un projet. Le Ghana a procédé ainsi pour bitumer ses routes. Il se trouve que

chez nous c'est une conception d'un autre genre. L'Etat est pauvre, il ne peut pas payer de l'argent. Donc, il demande à nos frères qui sont riches de s'occuper des projets et, il va s'efforcer de les payer avec le temps. Ce n'est pas l'argent du peuple. On a l'impression que tout le monde a oublié la théorie des circonstances exceptionnelles», a soutenu le député, Laurent Bado. Le président de l'Assemblée nationale, Salifou Diallo a invité le gouvernement à communiquer davantage sur la loi. Aussi, il l'a invité à prendre des dispositions idoines pour l'application effective de ladite loi. A cet effet, le ministre en charge de l'Economie a remercié les députés qui, dit-elle, ont compris le gouvernement. «Le peuple burkinabè a besoin d'hôpitaux, d'établissements scolaires, d'énergie, d'infrastructures routières. Nous avons voulu être les porte-paroles de ce peuple pour répondre à la demande sociale à travers ce projet de loi. Pour les députés qui n'ont pas compris notre motivation, nous allons communiquer pour qu'ils comprennent les motivations réelles. Ce n'est vraiment pas un boulevard que le gouvernement veut donner à la corruption, à la mauvaise gouvernance», a indiqué Hadizatou Rosine COULIBALY/SORI avant d'expliquer la notion d'entente directe. Pour elle, il ne s'agit pas d'utiliser des ressources budgétaires pour contractualiser avec le privé. C'est plutôt le privé qui propose son expertise technique et ses moyens pour réaliser une infrastructure et, à terme, le gouvernement discute avec lui des conditions de remboursement en tenant compte des capacités budgétaires.



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste:** WaSH Liban  
**C o o r d i n a t o r -**

#### Description

Action contre la Faim est une organisation internationale non gouvernementale, privée, apolitique, non religieuse et à but non lucratif créé en 1979. Son but est de lutter contre la faim et les situations dangereuses qui menacent les hommes, les femmes et les enfants. Actuellement, 500 expatriés et plus de 5000 employés locaux travaillent pour l' action contre la faim dans plus de 46 pays travaillant dans les domaines de la nutrition, la santé, la sécurité alimentaire et de l' eau et de l' assainissement. En savoir plus sur nous!

**Objectif général**

Le coordonnateur WaSH sera responsable de la conception et le suivi de la stratégie par pays WaSH, après le Cadre de sécurité de la nutrition et de la stratégie globale de la mission. Action contre la faim programmes WaSH au Liban, ainsi que des partenariats avec les parties prenantes externes (partenaires, les donateurs et les autorités locales) et représentant Action contre la faim dans le pays. Selon le plan d'action WaSH, et conformément au programme de pays.

#### Les principales activités

Objectif 1: (30%) Comprendre et analyser le secteur de l' eau et l' assainissement au Liban et définir les priorités d'intervention dans les priorités

stratégiques des pays, le secteur communautaire humanitaire et l'action contre la faim.

**Objectif 2: (30%) Assurer la qualité et le contrôle de l' équité, le suivi et la surveillance**

**Objectif 3: (20%) soutien de l' équipe WaSH et le renforcement des capacités**

**Objectif 4: (20%) appui à l' exécution du projet, le suivi et la surveillance**

**Ville B e y r o u t h**

**Expériences / Formation du candidat**

Baccalauréat et maîtrise en hydrologie, génie civil, ou les domaines liés à WaSH

Expertise dans l'eau, des eaux usées, d'hygiène et d'ingénierie

Au moins 5 ans d'expérience dans le secteur EAH, et de l'expérience dans le secteur humanitaire

Au moins 3 ans d'expérience dans le secteur humanitaire et en coordination et de représentation externe

Lire, écrire et parler anglais obligatoire; Arabe recommandé; plus espagnol et français

maîtriser pleinement dans MS-Office, Outlook et Skype, la connaissance des SIG et ODK un atout

Compétences: Motivation, travail d'équipe, Vision stratégique, la communication efficace, d'organisation et de la planification, Adaptabilité et flexibilité, innovation et

créativité, capacité d'analyse

**Fonctions A u t r e**

**Activités A u t r e**

**Pays Moyen Orient, Liban**

**Contrat C D D**

**Salaire / Indemnité**

**Nous vous proposons de rejoindre un réseau international dynamique avec le package de rémunération suivante:**

**Base de Beyrouth**

**Salaire: de 1700 € à 2200 € brut par mois selon l'expérience du candidat (selon liste standard d'Action contre la Faim - Espagne). Action contre la Faim - Espagne système de rémunération sur l'évaluation du développement annuel.**

Action contre la Faim - Espagne système de rémunération sur l'évaluation du développement annuel.

Jusqu'à 20% de rémunération supplémentaire en fonction du contexte et des responsabilités de la position (Action contre la faim)

Maison et entretien couverts par l'organisation.

Les frais de déplacement vers et de la mission.

25 jours ouvrables de congés payés par an.

Cassez: période de repos supplémentaire, incl.

Santé, rapatriement, Voyage et assurance-vie

La suite à la page 16

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 15

couverts par l'organisation.  
Supplémentaire par mois et par enfant: de 100 € à 225 € par mois (selon la liste standard d'Action contre la Faim - Espagne)

### Documents à envoyer

**S'il vous plaît appliquer en ligne (CV et lettre de motivation nécessaire)**

**Lien:** [https://hris.acf-e.org/employ/index.php/positions/view/519/WaSH-Coordina ...](https://hris.acf-e.org/employ/index.php/positions/view/519/WaSH-Coordina...)

**Remarque: la position peut fermer dès que possible**

**Email de la personne contact**  
[recruitment@lb.acfspain.org](mailto:recruitment@lb.acfspain.org)

**Postuler en ligne** <https://hris.acf-e.org/employ/index.php/positions/view/519/WaSH-Coordinator/>

**php/positions/view/519/WaSH-Coordinator/**

**Date de fin de validité** **14/07/2017**



### Avis de recrutement

#### Poste: Protection de l'enfance et PSS Agent de projet JPO

Poste vacant: 25 jours / an, l'assurance maladie, accidents et assurance rapatriement médical, lieu, vol retour.

#### About Terre des hommes:

Fondation Terre des hommes (Tdh) est la principale ONG suisse axée sur les droits de l'enfant. Il est actif dans plus de 30 pays avec des projets de développement et d'urgence. Tdh concentre son action sur les deux domaines d'intervention suivants: la santé et la protection des enfants particulièrement vulnérables. outils de gestion et de communication modernes assurent la qualité des projets de Tdh. La Fondation vise constamment à améliorer ses services.

#### Le contexte:

Juba est devenu le plus récent capitale nationale mondiale le 9 Juillet 2011, lorsque le Soudan du Sud a officiellement

déclaré son indépendance de la République du Soudan. En Décembre 2013, un conflit a éclaté entre le président (Salva Kiir) et ancien vice-président (Riek Machar). De nombreuses trêves ont été médiatisées entre la SPLA (Armée populaire de libération du Soudan) et SPLA- IO (en opposition), mais ont ensuite été rompues.

En Août 2015, ramener le accord de la résolution du conflit au Sud-Soudan a été signé entre les parties en conflit, pourtant la violence n'a jamais cessé dans le pays et la route métaphorique vers une paix réelle semble encore très difficile.

En Novembre 2016, suite à des déplacements massifs de population et début du conflit en Equatoria, Tdh a lancé une évaluation Yei afin de déterminer les besoins humanitaires immédiats de la population touchée. Tdh a ouvert une nouvelle base à Yei et a commencé

les premières activités 2017.

déplacement passé en raison du conflit a donné lieu à un afflux de personnes déplacées dans la protection des civils sites et les sites de déplacés à Juba où Tdh a commencé son activité de protection en Octobre 2014. Il y a 28,526 personnes déplacées vivant dans les trois Maison des Nations Unies PoC à Juba, alors que Maison des Nations Unies PoC3 accueille la plus grande population avec 20,154 personnes (source: OIM 2015). La moitié d'entre eux sont des enfants de moins de 18 ans. Les deux POC 1 et 3 ont augmenté la taille des populations en raison du dernier conflit, à partir Juillet 8. Tdh soutient CSA et les activités CBPSS dans POC3 et, dans POC 1, Tdh a déployé 4 animateurs PSS à établir des liens avec l'école et mettre en œuvre des activités CBPSS.

Cette situation met la pression aux existants débordés ressources et installations, plus

La suite à la page 17

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 16

la frustration pétillante au sein de la population déplacée, ainsi qu'une augmentation des tensions entre eux et les communautés d'accueil voisines. La crise économique actuelle, les moyens d'existence précaire signifie des personnes déplacées, la charge émotionnelle et psychologique du déplacement et les incertitudes quant à l'avenir, sont fortement affecter la vie de milliers de personnes déplacées, parmi lesquels les plus souffrent les enfants et les femmes.

Pour plus d'informations sur nos projets au Soudan du Sud: <https://www.tdh.ch/en/our-interventions/south-sudan>

### **Principales responsabilités :**

L'équipe de gestion et gestion des ressources humaines

Identifier, recruter, former et gérer le personnel du programme;

Participer à assurer un environnement de travail positif et une bonne dynamique de l'équipe (résoudre les conflits potentiels), des réunions de coordination de l'appui et suivre le personnel sous son / sa responsabilité directe sur une base régulière;

Créer les conditions d'un bon flux d'informations opérationnelles (échanges verbaux, courriels, rapports, sitreps „ etc.);

Participer aux réunions de coordination de la délégation;

Développer son / ses autonomie et encourager la collaboration de ses subordonnés.

### **Gestion de projet**

Développer, mettre en œuvre et monitorer le projet de protection des enfants et PSS, conformément aux multiples objectifs, les activités et les objectifs énoncés dans les propositions des donateurs actuels et conformément aux budgets des projets;

Veiller à ce que les activités soient correctement contrôlées et évaluées;

Suivi de la protection de l'enfance et de la situation PSS au Soudan du Sud, en particulier dans Equatoria, et l'impact des activités et proposer des ajustements de la stratégie du projet en cas de besoin;

Identifier les besoins de soutien logistique et d'administration liés au projet de CP et de communiquer à la personne de soutien journal / admin concerné (s);

Prévisions et le suivi des dépenses liées au projet;

Participer à des exercices de révision du budget et de se préparer lorsque les demandes d'achat en temps opportun pertinentes en fonction des besoins du projet;

Préparer les demandes d'achat en temps opportun, conformément aux besoins du projet;

Soutenir les actions requises par l'administration liés à la gestion et à la supervision de l'équipe de protection;

Identifier les besoins de soutien logistique et d'administration

liés au projet et les communiquer au soutien journal / admin personne concerné (s).

Stratégie du projet, les rapports et la planification

Assurer les donateurs et les rapports internes;

Flux d'informations aux collègues Tdh pertinents;

Participer à l'élaboration de stratégies et objectifs d'améliorer le soutien aux bénéficiaires et de contribuer activement à son suivi, l'évaluation et la révision;

Participer aux évaluations de CP et PSS dans sa zone géographique d'intervention ou à l'extérieur;

Participer à l'examen de la stratégie pour le Soudan du Sud.

### **Coordination et représentation**

Travailler en étroite collaboration et concertation avec les structures gouvernementales disponibles, les acteurs non gouvernementaux, système de cluster;

Coordonner avec les autres ministères (programme et soutien) au besoin;

Augmenter la visibilité Tdh en termes de CP et PSS au Soudan du Sud;

Participer à toutes les réunions pertinentes.

### **V a l e u r s :**

Dans son / ses activités professionnelles, adhérer aux valeurs définies dans le plan stratégique: l'engagement, l'expertise, l'intégrité et de l'autonomie;

La suite à la page 16

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

Travailler dans les différents milieux de la sécurité et culturelles et dans des situations difficiles, face à la confrontation en raison des différences (interculturelle).

Abus politique de prévention - Politique de protection des enfants (RPC) - Gestion des risques opérationnels

Engagent à assurer la meilleure application possible de la politique de protection des enfants (RPC) et de la gestion des risques opérationnels dans son / sa zone d'intervention et au sein des équipes de projet (dans le cas d'un problème identifié, communiquez avec le chef de la délégation pour le signaler);

Aider à la mise en œuvre des ressources pour la promotion de la sensibilisation et la surveillance nécessaires à sa / ses collègues locaux à adhérer à la politique de protection des enfants (RPC) et de la gestion des risques opérationnels;

Participer à des cas de protection de suivi, des allégations ou des éventuelles violations / potentielles de la politique de protection des enfants sous la supervision du chef de la délégation;

En collaboration avec le chef de délégation, d'analyser la situation de sécurité dans son / sa région et informer la direction de la ligne;

Contribuer à la mise à jour du plan de sécurité sur son / sa région (s) d'intervention;

Assurez-vous que les membres du personnel dans sa région (s) sont en fait suite

à des procédures de sécurité.

Profil :

Bonne expérience de gestion de projet en cas d'urgence et / ou programmes de développement

Au moins 1 an d'expérience dans une position de position similaire sur le terrain et avec les réfugiés

Avoir une expertise reconnue / connaissance / expérience en matière de protection et PSS

Bonne connaissance et de l'expérience dans la logistique, administration et finances

une connaissance approfondie de la réponse humanitaire internationale et de développement

**Excellent anglais écrit et parlé (français n'est pas nécessaire)**

**Compétences avancées informatiques**

**écriture excellente, les compétences de rapports et de la communication**

Capacité à travailler dans un environnement interculturel et dans des endroits non sécurisés

La flexibilité

En réponse, motivé, bon communicateur

Capacité à travailler sous pression

Office Pack

Politique de protection des enfants:

Pour engager à respecter Tdh politiques de gestion des risques, y compris: la politique de protection des enfants,

la sécurité et la politique et de lutte contre la fraude / Politique de sécurité corruption, Politique de dénonciation

Pour engager à assurer la meilleure application possible des politiques de gestion des risques Tdh

Pour engager à informer les superviseurs et de traiter tous les cas, les allégations ou possibilité de transgression, même potentiel, des politiques de gestion des risques Tdh

Nous offrons un travail passionnant et varié, utile et significative, dans une équipe qui veut faire une différence pour les enfants vulnérables.

Es tu intéressé? Voulez - vous faire face à ce défi?

**P r o c é d u r e :**

S'il vous plaît postuler sur notre site: [www.tdh.ch/en/jobs](http://www.tdh.ch/en/jobs) Nous ne prendra en considération les demandes complètes en ligne correspondant au profil requis. Votre demande doit comprendre un CV complet et une lettre d'accompagnement. Si vous n'êtes pas sur la liste restreinte, votre dossier sera détruit par nous, selon les règles de protection des données.

Si vous faites face à des difficultés dans l'application en ligne, s'il vous plaît contacter notre service RH : [rh@tdh.ch](mailto:rh@tdh.ch)

Terre des hommes offre des conditions de travail égales pour les hommes et les femmes. En outre, pour les candidats ayant des qualifications équivalentes et pour les postes

La suite à la page 19

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

ayant des responsabilités, les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Les procédures de recrutement et de sélection de Terre des hommes sont le reflet de notre engagement pour la sécurité des enfants et de la protection.

**Ville** d é j à

**Fonctions** A u t r e

**Activités** Droit, Social

**Pays** Afrique, Soudan du Sud

**Contrat** C D D

**Postuler en ligne**

**[https://tdh.luceosolutions.com/recrute/fo\\_ce=870&idpartenaire=2002](https://tdh.luceosolutions.com/recrute/fo_ce=870&idpartenaire=2002)**

**Date de fin de validité** 26/07/2017



### Avis de recrutement

**Poste: Conseiller principal Financement basé sur les prévisions Soulagement de la sécheresse (m / f) 50%**

La description

Welthungerhilfe ( [www.welthungerhilfe.de](http://www.welthungerhilfe.de) ) est l'une des grandes organisations privées respectées dans le domaine de la coopération au développement et de l'aide humanitaire en Allemagne. Il réalise des projets dans 39 pays et des campagnes pour une coopération plus équitable avec les pays en développement. Si vous êtes prêt à vous consacrer à la réalisation de projets dans des conditions parfois difficiles et que vous faites correspondre les exigences énoncées ci-dessous, nous sommes impatients de recevoir votre candidature pour le poste de

Conseiller scientifique  
Financement prévisionnel

Allègement de la sécheresse (m / f) 50%

À Bonn

Le poste doit être comblé le plus tôt possible, avec une durée initiale du contrat jusqu'au 31 juillet 2019. Il existe de bonnes perspectives d'extension. Le lieu de travail sera Bonn mais des montants considérables de bureau à domicile seront possibles.

Le conseiller scientifique fait partie de la Direction Humanitaire Welthungerhilfe de 17 membres. Sous la direction du chef du projet basé à Bonn, vous devez travailler en étroite collaboration avec le personnel du projet dans le pays et les collègues du bureau de campagne Welthungerhilfe à Madagascar. En outre, vous coopérerez avec des experts internationaux, des scientifiques et des instituts de recherche et

établirez des relations de travail avec les acteurs nationaux et internationaux du projet.

vos responsabilités

Convoquer et assurer l'identification, l'évaluation et l'analyse des stratégies, des politiques, des programmes, des projets, des protocoles, des procédures sur la réduction des risques de catastrophe, etc. sur les aspects liés à la sécheresse, la pertinence pour la prévision de la sécheresse et l'alerte précoce et l'action précoce

Mise en place d'une analyse historique de la sécheresse et du développement d'un zonage de la sécheresse à Madagascar

Établir des moyens de subsistance et une analyse des systèmes agricoles pour les zones de sécheresse et mener une analyse des risques liés à la sécheresse (y compris

La suite à la page 20

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

↳analyse des conflits et ↳impact sur les systèmes de marché)

Convoquer des consultations et établir des processus et des procédures pour identifier et vérifier les indicateurs d'alerte précoce, les niveaux de danger et les points de déclenchement sur la sécheresse

Développer un menu de déclencheurs, c'est-à-dire un ensemble d'options pour déclencher une action précoce pour les zones de sécheresse respectives

Sur la base du zonage de la sécheresse, identifier les capacités requises pour développer et (à déclencher) exécuter des plans d'urgence et des protocoles d'action précoce

Convoquer et soutenir le fonctionnement des groupes de travail techniques pour élaborer des plans d'urgence et des protocoles d'action précoce par fonctions déléguées entre les parties prenantes concernées

### **Votre profil**

Un diplôme universitaire ou polytechnique dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe (DRR), la gestion des catastrophes, la géographie,

l'agriculture ou une qualification pertinente comparable ou une expérience comparable.

Plusieurs années d'expérience professionnelle pertinente du projet dans les domaines de deux ou plus: DRR, renforcement de la résilience, action précoce précoce, modèles de prévision, préparation aux situations d'urgence et planification d'urgence

Expérience pertinente à l'étranger dans le contexte de l'analyse des moyens de subsistance et de l'analyse des risques

Expérience en collaboration avec des institutions scientifiques, des chercheurs et des experts sur le terrain

Compétences en coordination et organisation, capacité à travailler en équipe dans des conditions difficiles et avec un haut niveau de sensibilité culturelle

Le niveau professionnel de l'anglais écrit et parlé est une exigence, le français doit être lu et compris correctement

Notre offre

Nous vous offrons une coopération dans une équipe hautement dévouée et une

tâche responsable. En outre, nous facilitons une organisation souple du temps de travail ainsi qu'un équilibre travail-vie sain. La rémunération repose sur un plan de salaire interne. Bien sûr, une formation complète fait également partie de notre offre. Les personnes handicapées seront considérées comme préférentiellement en cas de qualification égale.

Veuillez envoyer votre demande via notre système de recrutement en ligne d'ici le 19 juillet 2017.

**Positions A u t r e**

**Domaines d'activité A u t r e**

**Pays Afrique, Madagascar**

**Contrats P o s t e à durée déterminée**

**Lien de l'application en ligne H t t p s : / / career012.successfactors.eu/sfcareer/jobreqcareer?jobId=1621&company=WelthungerP&username=**

**Date d'expiration de l'annonce 19/07/2017**

**ABONNEZ VOUS À  
NOTRE QUOTIDIEN**

Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans

## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

**Poste: ALIMA - Administration terrain Manager - Anglais courant H / F**

#### Description

**Détail du poste: 2017\_06\_26 administration Gestionnaire de champs - Anglophones**

#### LOCATIONS

**SUD SOUDAN: JUBA / Raja / Aweil**

**NIGERIA: MAIDUGURI / Nous / Monguno**

#### MISSION ET ACTIVITÉS PRINCIPALES

Dans ses différents domaines d'intervention, le directeur de l'administration sur le terrain devra se assurer de:

le respect des règles et procédures ALIMA a décidé pour le pays

la bonne organisation fonctionnelle des ressources sur son terrain

le suivi de l'utilisation des moyens (dépenses et engagements)

le caractère adéquat en nombre, les compétences et la nature des maladies RH administrative

#### DOMAINES D'EXPERTISE

Comptabilité: assurer l'application des règlements de l'argent de la sécurité, le respect de la lisibilité des procédures et des dépenses de la mission

Gestion de trésorerie: assurer en permanence un niveau

de financement required pour l'avancement du projet

Gestion budgétaire: traduire sous forme budgétaire toutes les informations de moyens

Les moyens de gestion globale: mettre en place des éléments required pour les ressources matérielles de suivi

Gestion administrative et qualitative du personnel national: assurer le respect des règles administratives dans la gestion du personnel national et veiller à ce que ces règles sont réunies et respectées par tous

**Ville Selon besoin**

**Expériences / Formation du candidat**

**Diplôme universitaire en finance, administration et ressources humaines**

**Expérience minimum 1 an en finance et gestion des ressources humaines**

L'expérience dans un poste similaire pendant au moins 1 an

L'expérience avec l'ONG médicale internationale, un atout

Gestion de l'équipe et les compétences de supervision

Une parfaite connaissance du paquet MS Office, en particulier Excel et mot

Connaissance de Saga (logiciel Finance) & Homere (logiciel HR) est très apprécié

#### Langues parlées

**L'anglais est obligatoire**

(écrit, lu, parlé), le français et le haoussa sont un atout

#### Qualité du candidat

**Sens de l'organisation, la méthode et l'autonomie**

**Habitués à travailler dans une équipe dans des contextes multiculturels**

**Compétences en matière de formation et de soutien**

**Excellente capacité de compréhension et le respect des procédures médicales**

**Rigoureuse, résistant au stress et une bonne capacité d'adaptation**

**Fonctions Organisation, Administration, Ressources Humaines**

**Activités S a n t é**

**Pays A f r i q u e**

**Contrat C D D**

#### Durée du contrat

**Contrat de droit français, 3 ou 6 mois, renouvelable**

#### Salaire / Indemnité

**Salaire : selon l'expérience + per diem**

**ALIMA paie pour:**

- les frais de déplacement entre le pays d'origine et le lieu de la mission de l'expatrié

- les frais d'hébergement

- couverture médicale dès le premier jour du contrat à un mois après la date de départ du pays de mission pour l'employé

La suite à la page 22

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

### - évacuation de l'employé

#### Documents à envoyer

**Documents à envoyer: Pour postuler, s'il vous plaît envoyez votre CV et vos réponses aux questions suivantes (qui se trouve dans une lettre de couverture classique) à candidature@alima-ngo.org avec la référence « Champ Administration Manager » dans la ligne objet.**

**1) Comment situez-vous dans le paysage ALIMA**

d'urgence médicale des ONG?

**2) Décrivez votre expérience sur l'administration sur le terrain dans l'environnement humanitaire?** À votre avis, quelles sont les principales compétences d'un bon gestionnaire de l'administration sur le terrain?

**3) Selon vous, quels sont les enjeux de cette position dans un contexte d'urgence?**

**4) S'il vous plaît indiquer votre niveau en anglais et en français, lecture écrit** Parlé (échelle de 1 à 10, 10

étant la langue maternelle).

Toute demande sans réponse aux questions ne sera pas prise en compte.

**Nom de la personne contact**

**Charlotte GARNIER**

**Date de fin de validité 27/07/2017**



### Avis de recrutement

**Poste: Comptable**  
**(H/F) France - Paris**

#### Description

Médecins du Monde, association médicale militante de solidarité internationale, s'engage depuis plus de 30 ans à soigner les populations les plus vulnérables ici et là-bas, à témoigner des entraves constatées quant à l'accès aux soins, à obtenir des améliorations durables des politiques de santé pour tous. Association indépendante nous agissons au-delà du soin en dénonçant les atteintes à la dignité et aux droits humains et en nous battant pour améliorer la situation des populations précaires. En France, les actions de Médecins du Monde ont pour but de faciliter l'accès au système de santé pour

les plus précaires (SDF, migrants, usagers de drogue, personnes se prostituant, etc.). A l'international, MdM travaille dans 44 pays sur tous les continents et sur 4 thématiques prioritaires (soins aux migrants et aux déplacés, promotion de la santé sexuelle et reproductive, réduction des risques liés à l'usage de drogue, urgences et crises).

#### DESCRIPTION DU POSTE :

Sous la responsabilité de la responsable comptable et au sein d'une équipe de 8 personnes vous serez en appui de la comptabilité fournisseurs, notes de frais et comptabilité générale.

Plus particulièrement vous serez chargé des missions suivantes:

**Comptabilité fournisseurs**

- Réception, tri et dispatch du courrier

- Pré-saisie des factures

- Copies et suivis des Bons à payer

- Saisie des retours des Bons à payer

- Saisie d'OD (opérations diverses) fournisseurs

- Règlements fournisseurs (campagnes bi-mensuelles)

- Lettrage et justification des comptes

- Recherches de documents pour les audits

- Classement des documents

**Comptabilité notes de frais**

La suite à la page 24



**JOBS CAMPUS**

La suite de la page 22

- Contrôle des justificatifs de notes de frais en euros et devises étrangères
- Saisie des notes de frais
- Suivi du compte d'avances sur notes de frais
- Règlements hebdomadaires des notes de frais
- Lettrage et justification des comptes
- Classement des documents Comptabilité générale
- Saisie d'écritures
- Participation aux clôtures
- Le lettrage et la justification des comptes
- Recherches de documents pour les audits
- Classement des documents

Et de façon générale, collaborer à d'autres activités du Service, à la demande du responsable comptable

**CONDITIONS D'EMPLOI :**

**Statut :** Salarié

**Contrat:** Contrat à

durée déterminée  
**6 mois**

**Temps complet**

**Poste à pourvoir dès que possible.**

**Contrat à durée déterminée basé à Paris 18ème**

**Communication orale en vis-à-vis ou par téléphone**

**Travail sur écran / en open-space**

**Posture assise**

**PROFIL RECHERCHE :**

**Formation Bac + 2 (BTS, IUT)**

Expérience souhaitée dans une fonction similaire de plus de 5 ans

Bonne maîtrise d'Excel et des outils informatiques en général

Maîtrise technique, capacité à s'adapter à des méthodes de travail spécifiques pour lesquelles vous serez formé.

Rigueur et méthode, organisation, réactivité et bon esprit d'équipe.

Engagé, vous adhérez aux

valeurs de Mdm et êtes motivé par son modèle associatif.

**AUCUNE CANDIDATURE NE SERA TRAITÉE PAR TÉLÉPHONE**

Médecins du Monde se réserve le droit de clôturer le recrutement avant la date limite de dépôt des candidatures.

Mdm s'engage pour l'insertion des personnes en situation de handicap et lutte contre toutes les discriminations.

**Ville P a r i s**

**Fonctions A u t r e , Technicien spécialiste**

**Activités Santé, Social**

**Pays Europe, France**

**Contrat C D D**

**Postuler en ligne**  
[https://mdm.profilsearch.com/recrute/intranet/fo\\_annonce\\_voir.id=2009&idpartenaire=127](https://mdm.profilsearch.com/recrute/intranet/fo_annonce_voir.id=2009&idpartenaire=127)

**Date de fin de validité**  
**0 1 / 0 8 / 2 0 1 7**

 **Avis de recrutement**

**Poste: Chargé(e) de Monitoring & Evaluation - RCA**

**Description**

**Poste :** Chargé(e) de Monitoring & Evaluation

**Date de début :** July

**Lieu d'affectation Bangui, RCA**

**Type de contrat :** CDD

**Durée du contrat :** 6 mois, renouvelables

**A propos d'ACTED**

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités

La suite à la page 24

## JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance.

ACTED met en œuvre plus de 490 projets par an auprès de 11 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 190 millions d'euros (en 2015). Nos équipes sont composées de 300 employés internationaux et 4300 staff nationaux.

**Nombre de projets : 37**

**Nombre de zones : 3**

**Nombre de salariés nationaux : 275**

**Budget annuel (EUR) : 11.91 M Euros**

**Nombre de bureaux : 1**

**Nbr de salariés internationaux : 21**

**Nbr de bénéficiaires : 1.076.308**

**Contexte du poste et principaux défis**

ACTED a entamé son intervention en République centrafricaine en décembre 2007. L'Agence est en 2015 un des acteurs principaux de la réponse à la crise que connaît le pays depuis 2013, avec une approche intégrée, multisectorielle, pensée sur le long terme, et liant les programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement.

En 2015, ACTED en RCA est active dans trois régions : le Nord-Ouest, le Sud-Est et Bangui ; l'organisation a des bureaux de terrain à Bozoum, Bocaranga, Bossangoa, Bambari, Bangassou, Zémio et Bangui. La coordination nationale est à Bangui.

**Rôle et principales responsabilités**

**Objectifs :**

1. Installer des mécanismes et des systèmes AME solides en accord avec les procédures globales d'ACTED et délivrer des recherches/outputs efficaces dans le but d'orienter en temps réel la prise de décision et l'adoption de mesures correctrices.

**2. S'assurer que les leçons tirées et les meilleures pratiques sont discutées et documentées.**

**3. Contribuer au fonctionnement efficace du mécanisme de plaintes et**

**réponses des** bénéficiaires et améliorer leur confiance. Identifier les zones où notre travail méritent d'être amélioré et s'assurer qu'ACTED ait connaissance de ces retours durant le processus.

4. Assurer le bon déroulement des opérations et l'efficacité des aptitudes AME à travers une gestion efficace des membres de l'équipe AME.

**Descriptif du poste :**

**1. Systèmes d'appréciation, de contrôle et d'évaluation.**

**1.1. Technicité et développement de systèmes**

**1.2. Mise en œuvre et gestion de l'AME**

**2. Apprentissage**

**3. Mécanisme de plaintes et réponses des bénéficiaires**

**3.1. Vue globale du CRM des bénéficiaires (applicable qu'en l'absence du responsable AME)**

**3.2. Contributions au CRM des bénéficiaires**

**4. Gestion d'équipe AME**

**5. Autres**

**Ville BANGUI**

**Expériences / Formation du candidat**

Bachelor ou Master université ou école de commerce en affaires internationales ou sciences politiques

Excellent niveau de communication à l'écrit comme à l'oral

**JOBS CAMPUS**

La suite de la page 24

Une première expérience au moins d'un an en monitoring et évaluation de projets

Expérience de travail au sein de groupes communautaires est souhaitée

Connaissance et compétences des méthodes de collecte de données terrain

Expérience en implémentation, évaluation dans l'humanitaire et le développement est recommandée

Habilité à travailler et vivre dans un milieu instable

**Langues parlées**

**F r a n ç a i s**

Fonctions Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination,

Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

**Pays**  
**Afrique, Centrafrique**

**Contrat C D D**

**Durée du contrat**

**6 mois**

**Salaire / Indemnité**

**Salaire défini en fonction de la grille des salaires ACTED**

**Living allowance mensuelle**

**Logement en Guest House et nourriture pris en charge par ACTED**

**Billets d'avion pris en charge par ACTED**

**Sécurité sociale, Mutuelle et repatriement pris en charge par ACTED**

**Email de la personne contact**  
**j o b s @ a c t e d . o r g**

**Date de fin de validité**  
**2 8 / 0 7 / 2 0 1 7**

**Un succès européen**  
**Une opportunité pour tous**

Cette formation européenne regroupe plus de 50.000 jeunes certifiés


**Contact**

Sciences - Campus  
Centre d'Examen Européen  
Avenue Sembène Ousmane  
Ouaga 2000

02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso  
Tel : +226 72 07 20 20 / +226 66 20 00 26  
Email: contact@ebs-edu.fr

Formation entièrement en ligne

Début des cours:  
13 Janvier  
15 Février  
15 Mars  
15 Avril  
15 Mai  
15 Juin  
15 Juillet  
15 Août  
15 Septembre  
15 Octobre  
15 Novembre  
15 Décembre

**Le Permis de Conduire de l'Entrepreneur Européen**

**Coût 200.000 FCFA**

**Un certificat européen en formation e-learning**

**Savoir comment l'entreprise fonctionne**

**Développer ses aptitudes à être entrepreneur**

www.sciences-campus.org

LE PERMIS DE CONDUIRE DE L'ENTREPRENEUR EUROPEEN

PERMIS DE CONDUIRE DE L'ENTREPRENEUR EUROPEEN

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso  
Tél: + 226 76609721  
E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)  
Site web:  
[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations  
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.  
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration  
OTC  
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication  
Siaka GOW

Rédacteur en chef  
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage  
- Alfred Syé KAM  
- Aminata PORGO  
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage  
Eliane BAYALA  
Aminata PORGO  
Bernard HIEN  
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:  
[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

Abonnement, insertion, couverture  
médiatique

+226 76609721  
+226 72080505  
+22672080303

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

Service commercial  
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso  
Tél: +226 20954746  
+226 72070909

*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en  
version numérique à télécharger.*



## PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/07/2017 AU 08/07/2017 Groupe I

1	Avenir	25 36 13 38	13	Indépendance	24	Monderou	25 34 05 28
2	Baowendsom	25 41 44 99	14	Jobér	25 45 51 75	Nouvelle	25 30 61 33
3	Beatitudes	25 37 47 11	15	Katra	25 37 20 13	Panacea	25 36 66 88
4	Benaia	25 37 28 30	16	Kabore Dominique	25 38 48 84	Pelega	25 35 05 01
5	Camille	25 36 61 27	17	Keneya	25 30 71 38	Rayib-Tiga	25 40 75 88
6	Carrefour	25 33 23 10	18	Kossodo	25 35 63 04	Rivage	25 34 19 39
7	Centre	25 31 16 60	19	Lanibougna	70 98 14 80	Saint Bernard	25 45 14 82
8	Desa	25 47 50 50	20	Liberté	25 41 01 31	Saint Jean	25 37 00 33
9	Des Apôtres	51 44 58 58	21	Magnificat	25 41 29 90	Siloé	25 40 27 46
10	Elite	25 41 91 77	22	Maré	25 34 11 28	Song Taaba	25 36 64 62
11	Goulmou	25 43 63 05	23	Miniché	72 25 76 76	St François d'Assise	25 36 85 85
12	Hope	71 14 22 22					

### ADRESSES UTILES

#### Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

#### Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

#### Bobo-Dioulasso

# Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

**Science - Education - Politique - Société - Economie**

**Semestriel;**

**Presse en ligne;**

**Quotidien numérique gratuit**

**sur [www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)**

**✓ Couverture médiatique**

**✓ Publicité**

**✓ Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

**Un espace emploi**



**sur [www.jobs-campus.com](http://www.jobs-campus.com)**

*L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde*

Adresses: [www.sciences-campus.info/](http://www.sciences-campus.info/) [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)  
226 76609721/ 72080505/ 72072121  
05BP5805 Ouaga02  
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO